

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-006 DU 27 MARS 2019 RELATIVE À LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RÉSEAUX DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE GRTGAZ ET TEREGA

Brève introduction sur Energie Transition Solution (ETS) :

En France, Energie Transition Solution est une nouvelle société, créée le 1er avril 2019, qui offre, aux clients industriels consommateurs de gaz naturel et d'électricité, l'accès à un réseau d'experts en matière d'accès au marché de gros du gaz naturel, d'optimisation de la fiscalité énergétique, de suivi de la réglementation, et d'évolution du mix énergétique. Sa présidente, Claire Bertrand, a une expérience opérationnelle de plus de trente ans dans le secteur de l'énergie, comme consultante, puis comme acheteuse dans des grands groupes énergie intensifs. Elle a été active au sein de l'Uniden, dont elle a présidé la commission Gaz. « Energie Transition Solution » met à disposition des industriels des outils de compétitivité pour aller chercher de la valeur sur des sujets d'expertise très pointue.

LISTE DES QUESTIONS

Question 1 Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

Oui, ETS estime que les scénarios de stabilité voire de réduction de la consommation de gaz naturel pour les prochaines années s'appuient sur des projections réalistes en tenant compte notamment de la priorité nationale accordée au Plan de rénovation énergétique des bâtiments pour le secteur résidentiel, et aux efforts liés aux objectifs d'efficacité énergétique dans l'industrie.

Quant au secteur de la production d'électricité, il reste également assez lisible compte tenu de la connaissance des unités installées ; à l'exception des unités de cogénération industrielle qui sont toujours dans le flou du fait de l'absence de lisibilité des mécanismes de subventions même en lien avec le verdissement de leur approvisionnement.

Il est néanmoins probable que les besoins en gaz connaissent cependant une évolution territoriale distincte à l'avenir du fait de l'évolution prévue des unités de biométhane. Il est sans doute difficile de connaître cet impact sur le réseau français de transport mais il faut éviter que ces coûts viennent peser sur la compétitivité industrielle

Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Oui ce calendrier est connu des acteurs du marché depuis longtemps

Question 3 Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Pas d'objection au maintien de la classification

Question 4 Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

Selon la présente consultation, « Le terme tarifaire stockage correspond donc à un service annexe de compensation stockage rendu aux utilisateurs du réseau de transport de gaz ».

ETS estime qu'on ne peut parler de service annexe régulé offert à tous les utilisateurs du réseau de transport.

Il s'agit plutôt d'un produit d'enchères (sans prix de réserve) offerts à tous les acteurs (même étrangers du marché) sans forcément de portefeuille de clients à desservir. Ces stockages deviennent ainsi un pur produit de trading et les clients n'ont alors plus qu'à subir le résultat pour assurer les revenus de l'opérateur.

ETS souhaite sensibiliser la CRE au fait que jusqu'à maintenant ce service ne concernait que les clients du réseau de la distribution non délestable et venait déjà peser sur la compétitivité de certaines usines raccordées au réseau de distribution avec des coûts de transport déjà plus élevés que sur le grand réseau de transport. Il s'agissait là d'une double peine pour ces industriels et ce, même si les besoins de ces industriels étaient globalement peu climatiques.

Avec l'application de cette compensation stockage également aux clients industriels raccordés au grand réseau de transport, l'impact négatif sur la compétitivité industrielle atteint une tout autre dimension en venant alors dégrader considérablement les coûts d'industriels parfois gazo-intensifs mais subissant néanmoins une modulation hivernale du fait de besoins en chaleur/vapeur supérieurs pendant les mois hivernaux ou encore du fait de besoins de secours dans certaines configurations. La délestabilité ou l'interruptibilité comme voie de recours pour de tels sites énergie intensifs, au-delà des difficultés techniques et économiques de mise en oeuvre, vient aussi se heurter à des considérations humaines (organisation du temps de travail / poids des syndicats, etc.)

Ces unités industrielles de production sont généralement mises en concurrence avec des rivaux européens non soumis aux mêmes niveaux de charges ni aux mêmes niveaux de coûts de stockage chez nos voisins européens.

Question 5 Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Pas d'objection

Question 6 Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

Pas d'objection

Question 7 Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Pas d'objection

Question 8 Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

Pas d'opinion

Question 9 Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

Il semblerait logique d'adapter les taux de rabais consentis au regard des taux réels d'interruption.

Question 10 Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

ETS est favorable à l'apurement sur l'ensemble des termes tarifaires afin d'offrir une meilleure stabilité globalement.

Question 11 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

ETS estime que la répercussion doit minimiser l'impact sur les clients industriels de manière à préserver leur compétitivité et ce, d'autant plus que les scénarii de GRT Gaz démontrent une baisse des consommations globales de gaz.

Question 12 Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

ETS s'étonne d'une telle incitation de GRT Gaz au prétexte d'une meilleure liquidité du PEG. ETS est plutôt favorable à laisser une totale liberté au marché sur cet aspect afin d'éviter peut-être certains effets d'aubaine créés par cette nouvelle disposition.

Question 13 Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

ETS est favorable à cette souplesse supplémentaire surtout si elle peut permettre à terme l'accès à des ressources GNL plus compétitives que le gaz pipe à certains moments, venant ainsi accroître la liquidité du marché français.

Question 14 Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

Pas d'objection

Question 15 Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

ETS y est favorable pour autant que cela concerne les terminaux méthaniers apportant du gaz en France (et non seulement du transit). Une plus grande flexibilité pour les utilisateurs de terminaux GNL doit être favorisée afin d'éviter que les bateaux ne soient redirigés vers d'autres terminaux/pays moins contraignants

Question 16 Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Pas d'objection

Question 17 Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

ETS y est favorable puisque cela peut contribuer à renforcer la compétitivité industrielle sur cette période par la baisse des coûts associés et ce, d'autant plus si la hausse des souscriptions en volumes permet de compenser la baisse du coût.

Question 18 Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

ETS y est favorable toujours dans l'optique d'une meilleure compétitivité industrielle et ce, d'autant plus que ces pénalités ne représentent au global que 0,1% du revenu global autorisé.

Question 19 Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

ETS n'y est pas favorable car cela impactera très peu à la baisse le tarif. De plus, cette redistribution globale via le tarif fait perdre les signaux auprès de ceux qui ont suscité les dépassements, créant ainsi une possible déresponsabilisation de la gestion de la capacité souscrite.

Question 20 Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

ETS ne s'y oppose pas compte tenu des arguments évoqués mais souhaite néanmoins attirer l'attention de la CRE sur le fait que pour l'avenir, il est probable que toute offre de souscription offrant une certaine souplesse doit pouvoir être activée facilement par des unités nouvelles de production développées sur des sites industriels telles que des unités biomasse par exemple pour les usines du secteur du papier.

Question 21 Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Compte tenu de l'impact fort de ce terme pour les sites industriels concernés, ETS s'oppose à sa suppression sans plus d'échange avec les sites concernés. Il va de soi que les industriels concernés le réclament systématiquement auprès de leur fournisseur. Ce terme représente un réel enjeu de compétitivité pour les sites industriels qui le verraient disparaître.

De plus, il semblerait d'ailleurs protecteur pour ces sites dont la concurrence de fourniture n'est pas forcément assurée d'imposer cette rétrocession.

Question 22 Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Compte tenu du faible recul, ETS en propose le maintien pour une réévaluation ultérieure.

Question 23 Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

ETS souhaite rappeler son positionnement à la question 4.

Il s'agit ici d'un réel enjeu de compétitivité des sites industriels raccordés au réseau de distribution qui, compte tenu de la formule de modulation actuelle, subissent une double peine compte tenu du coût de transport de la distribution plus élevé.

Si ce terme de compensation stockage devait aussi être étendu aux consommateurs industriels raccordés au réseau GRT Gaz, ceux-ci subiraient une hausse du coût d'acheminement de l'ordre de 40% selon les calculs de la CRE soit une perte de compétitivité de 80M€/an.

Il s'agit là d'un impact majeur au regard de leurs concurrents européens. Cette application contribuerait probablement à une disparition, voire une délocalisation si possible, de certaines usines

Or il faut rappeler que la plupart des industriels ne sont d'ailleurs pas climato-sensibles pris globalement ou que très faiblement climato-sensibles pour certains pris individuellement. Par conséquent les industriels ne bénéficient pas des avantages offerts par le stockage.

Il faut d'ailleurs rappeler à cet effet que l'ancien mécanisme de réservation des capacités stockages par les fournisseurs, sans être parfait, permettait à ceux-ci une répercussion sur les clients les plus climato-sensibles.

Concernant le filet de sécurité global France, pour le cas où toutes les capacités de stockage n'étaient pas souscrites une année par les enchères alors il est clair que chaque fournisseur impacté répercuterait tout simplement et naturellement ses charges induites par le « filet de sécurité » à ses consommateurs les plus climatiques du moment

Aussi, ETS demande impérativement à la CRE de supprimer cette mesure, dans l'attente de la constitution d'un groupe de travail intégrant majoritairement les entreprises industrielles à ces discussions.

Question 24 Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Il va de soi, que dans un contexte de développement prévu de ces installations, cet enjeu est fondé.

Les plateformes industrielles consommatrices de gaz naturel, comme c'est déjà le cas, pourront plus encore à l'avenir accueillir opportunément certaines de ces stations de méthanisation de grande taille (pour peu que le site soit proche d'un territoire agricole adéquat). Ainsi les capex et opex du projet ne pourraient qu'être optimisés par l'industriel accueillant l'installation, par comparaison avec une localisation alternative isolée et de petite taille.

Question 25 Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

Pas d'autre commentaire